

Rapport financier 2000

Exercice terminé le 31 décembre

Municipalité

Code géographique : 77050

01

Nom officiel : Morin-Heights

MRC ou communauté :

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier	5
Rapport du vérificateur	6
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
État des activités financières	9
État des activités d'investissement	10
État du coût des services municipaux	11
État du surplus accumulé	12
État des réserves financières et des fonds réservés	13
État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
État de l'évolution de la situation financière	15
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS	17
TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES	
1. Dépenses par objets	19
2. Dette à long terme - obligations et billets	20
- autres dettes à long terme	21
3. Financement des projets en cours	22
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	22
4. Endettement total net à long terme	23
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	25
Paiements tenant lieu de taxes	26
Autres revenus de sources locales	27
Transferts	29
Analyse des dépenses de fonctionnement par fonctions et activités	30
Analyse du coût des services municipaux	32
Analyse de la répartition des dépenses de la communauté municipale	34
Analyse des revenus et des dépenses - Électricité	35
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	36

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Évaluation foncière et richesse foncière aux fins de la péréquation	38
Certificat du trésorier ou du secrétaire-trésorier	38
Évaluation - autres données	39
Taux des taxes	40
Rapport du vérificateur sur le taux global de taxation	41
Calcul du taux global de taxation	42
Fonds de roulement - analyse du capital engagé	45
Fonds de roulement - variation du capital autorisé	45
Taxes municipales à recevoir	46
Analyse des projets en cours	47
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	49
Analyse des subventions à recevoir - dette à long terme	50
Revenus reportés - Immeubles industriels municipaux	51
Emprunts à long terme approuvés non contractés	52
Questionnaire	54
Autres données	56
Confirmation du greffier ou du secrétaire-trésorier sur la transmission électronique	57

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE Monsieur André Larin

CONSEILLERS Madame Yvette Thériault
 Monsieur Richard Turcot
 Monsieur Owen LeGallee

Monsieur John Peters
Monsieur Michel Plante
Monsieur Paul Nichols

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL

GREFFIER

TRÉSORIER OU Monsieur Yves Desmarais
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Municipalité : Morin-Heights

Code géographique : 77050

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, Monsieur Yves Desmarais, atteste que le rapport financier de

Morin-Heights pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2000,
(Nom de la municipalité)

a été préparé conformément à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes, LRQ, c. C-19, ou à l'article 176 du

Code municipal du Québec, LRQ, c. C-27.1.

Date 2001-02-14 Signature _____

Téléphone (450) 226-3232 Télécopieur (450) 226-8786
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2001/03/07 16:35:31

Dernière modification : 2001/03/07 16:35:31

14 798 2 278 671 1,0137 201 083

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

J'ai vérifié le bilan de la municipalité de Morin-Heights au 31 décembre 2000 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2000, ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

NOM DU VÉRIFICATEUR Lavigne, Coderre CA

LIEU 1040 rue Nadeau, Saint-Cesaire, Qc.,

DATE 2001-02-14

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2001/03/07 16:35:31

Dernière modification : 2001/03/07 16:35:31

ÉTATS FINANCIERS

BILAN

		31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Encaisse et placements affectés (note 4)	3	56 033	56 345
Débiteurs (note 5)	4	704 169	553 118
Stocks (note 6)	5	17 701	
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6		
Autres actifs (note 7)	7	31 735	1 209
	8	809 638	610 672
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9	89 757	98 964
Créances à long terme (notes 9 et 15)	10		
Placements à long terme (note 10)	11		
Immobilisations (note 11)	12	4 128 733	3 129 854
	13	5 028 128	3 839 490
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Passif à court terme			
Découvert bancaire	14	118 245	27 904
Emprunts temporaires	15	50 000	105 681
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	397 476	471 433
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17		
Revenus reportés (note 14)	18	17 223	23 989
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	137 819	112 604
	20	720 763	741 611
Subventions reportées (note 11)	21	459 669	316 630
Dette à long terme (note 15)	22	1 926 869	953 018
	23	3 107 301	2 011 259
Avoir des contribuables			
Surplus (déficit) accumulé	24	201 083	194 162
Montants à pourvoir dans le futur (note 19)	25	(19 720)	3 210
Réserves financières et fonds réservés	26	45 333	(215 707)
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	1 694 131	1 846 566
	28	1 920 827	1 828 231
	29	5 028 128	3 839 490
Engagement contractuel (note 21)			
Éventualités (note 25)			

**ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Revenus			
Taxes	2 209 223	1	2 299 135
Paiements tenant lieu de taxes	61 105	2	68 325
Autres revenus de sources locales	370 077	3	626 204
Transferts	56 716	4	214 280
	2 697 121	5	3 207 944
Dépenses de fonctionnement			
Administration générale	447 758	6	589 525
Sécurité publique	517 002	7	563 486
Transport	663 736	8	700 793
Hygiène du milieu	232 562	9	234 148
Santé et bien-être		10	
Aménagement, urbanisme et développement	144 918	11	150 174
Loisirs et culture	293 577	12	297 629
Électricité		13	
Frais de financement	163 529	14	86 688
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales	125 813	15	96 428
	2 588 895	16	2 718 871
Autres activités financières			
Remboursement en capital	94 224	17	113 289
Transfert à l'état des activités d'investissement (note 16)	14 002	18	370 266
	2 697 121	19	3 202 426
Excédent des activités financières avant affectations		20	5 518
Affectations			
Surplus (Déficit) accumulé non affecté		21	9 280
Surplus accumulé affecté		22	
Réserves financières et fonds réservés		23	
virement de		24	
(virement à)		25	9 280
Excédent avant financement à long terme		26	14 798
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement (note 18)		27	
Excédent net		28	14 798

**ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Sources de financement			
Transfert de l'état des activités financières (note 16)	14 002	1	370 266
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté		2	
Surplus accumulé affecté		3	
Fonds réservés		4	9 600
Emprunts à long terme émis		5	1 112 355
	14 002	6	1 492 221
Dépenses d'investissement			
Administration générale	4 000	7	368 826
Sécurité publique	10 002	8	
Transport		9	399 498
Hygiène du milieu		10	87
Santé et bien-être		11	
Aménagement, urbanisme et développement		12	
Loisirs et culture		13	462 331
Électricité		14	
	14 002	15	1 230 742
Excédent des activités d'investissement		16	261 479

**ÉTAT DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux	
						Immobi- lisations	-							Subventions reportées
Administration générale	1	589 525	13	19 285	22	24 681	32		42	52	(15 967)	62	617 524	
Sécurité publique	2	563 486	14	90	23	30 923	33		43	53		63	594 499	
Transport	3	700 793	15	48 034	24	100 923	34	4 671	44	54	20 000	64	844 090	3 000
Hygiène du milieu	4	234 148	16	15 175	25	6 028	35	3 999	45	55		65	251 352	
Santé et bien-être	5		17		26		36		46	56		66		
Aménagement, urbanisme et développement	6	150 174	18		27	2 692	37		47	57		67	152 866	
Loisirs et culture	7	297 629	19	4 104	28	14 727	38	3 890	48	58	38 680	68	273 890	12 370
Électricité	8		20		29		39		49	59		69		
Frais de financement	9	86 688	21	(86 688)										
	10	2 622 443			30	179 974	40	12 560	50	60	58 680	70	2 734 221	15 370
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales	11	96 428										71	96 428	
	12	2 718 871			31	179 974	41	12 560	51	61	58 680	72	2 830 649	15 370

**ÉTAT DU SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	Activités financières		Activités d'investissement		Solde	
	Virement de	Virement à	Virement de	Virement à		
NON AFFECTÉ - solde au 1er janvier					1	194 162
Redressement aux exercices antérieurs					2	10 564
Affectation - activités financières		3	9 280		4	(9 280)
Affectation - activités d'investissement				5	6	
Affectation - surplus accumulé affecté	7	8			9	
Affectation - réserves financières	10	11	12	13	14	
Affectation - fonds réservés	15	4 856 16	14 017 17	18	19	(9 161)
Excédent net	20	14 798			21	14 798
Autres (préciser)						
-	22	23	24	25	26	
-	27	28	29	30	31	
NON AFFECTÉ - solde au 31 décembre	32	19 654 33	23 297 34	35	36	201 083
AFFECTÉ - solde au 1er janvier (note 17)					37	
Redressement aux exercices antérieurs					38	
Affectation - activités financières	39	40			41	
Affectation - activités d'investissement				42	43	
Affectation - surplus accumulé non affecté	44	45			46	
Affectation - réserves financières	47	48	49	50	51	
Affectation - fonds réservés	52	53	54	55	56	
Autres (préciser)						
-	57	58	59	60	61	
-	62	63	64	65	66	
AFFECTÉ - solde au 31 décembre	67	68	69	70	71	
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	72	19 654 73	23 297 74	75	76	201 083

**ÉTAT DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre	
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à		
RÉSERVES FINANCIÈRES								
-	1	2	3	4	5	6	7	
-	8	9	10	11	12	13	14	
-	15	16	17	18	19	20	21	
	22	23	24	25	26	27	28	
FONDS RÉSERVÉS								
- Roulement (note 20)	29	30	31	32	33	34	35	
- Parcs et terrains de jeux	36	20 985 37	38	14 017 39	40	41	9 600 42	25 402
- SQAÉ	43	44	45	46	47	48	49	
- Financement des projets en cours (Tableau 3)	50	(249 110) 51	52	53	54	261 479 55	9 208 56	3 161
- Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés (Tableau 3)	57	12 418 58	59	60	4 856 61	9 208 62	63	16 770
- Autres								
.	64	65	66	67	68	69	70	
.	71	72	73	74	75	76	77	
.	78	79	80	81	82	83	84	
.	85	86	87	88	89	90	91	
.	92	93	94	95	96	97	98	
.	99	100	101	102	103	104	105	
	106	(215 707) 107	108	14 017 109	4 856 110	270 687 111	18 808 112	45 333
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS	113	(215 707) 114	115	14 017 116	4 856 117	270 687 118	18 808 119	45 333

**ÉTAT DE L'INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2000	1999 facultatif
Solde au début de l'exercice	1	1 846 565	
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé	3	1 846 565	
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	1 230 742	4 070 275
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		98 964
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8	12 560	30 184
Remboursement de la dette à long terme	9	113 289	
Autres (préciser)			
- redressement d'amortissement	10	55 856	
-	11		
	12	1 412 447	4 199 423
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13	106 919	
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14	10 033	
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	179 974	940 421
Réduction de créances à long terme	17		
Subvention pour investissement	18	155 600	
Émission de dettes à long terme			
activités d'investissement	19	1 112 355	
activités financières	20		
Autres (préciser)			
- subvention bilan ouverture	21		346 814
- dette bilan ouverture	22		1 065 622
	23	1 564 881	2 352 857
Solde à la fin de l'exercice	24	1 694 131	1 846 566

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2000	1999 facultatif
Activités de fonctionnement			
Excédent net	1	14 798	
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2	(9 280)	
Autres (préciser)			
- Montant à pourvoir dans le futur	3	(22 930)	
	4	(17 412)	
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Transfert à l'état des activités d'investissement (note 16)	5	370 266	
Remboursement en capital	6	113 289	
Autres (préciser)			
- Redressement aux exercices antérieurs	7	10 563	
	8	476 706	
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	9	(151 051)	
Stocks	10	(17 701)	
Autres actifs	11	(30 526)	
Créditeurs et frais courus	12	(73 957)	
Revenus reportés	13	(6 767)	
Autres passifs	14		
Liquidités provenant (utilisées) des activités de fonctionnement	15	196 704	
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	16	(1 230 742)	(4 070 275)
Acquisitions de placements à long terme	17		
Autres (préciser)			
-	18		
Liquidités provenant (utilisées) des activités d'investissement	19	(1 230 742)	(4 070 275)
Activités de financement			
Émission de dette à long terme	20	1 112 355	
Remboursement de dette à long terme	21	(113 289)	
Montants à recouvrer de tiers	22		
Autres (préciser)			
-	23		
Liquidités provenant (utilisées) des activités de financement	24	999 066	
Augmentation (diminution) des liquidités	25	(34 972)	(4 070 275)
Situation des liquidités au début	26	(77 240)	
Situation des liquidités à la fin	27	(112 212)	(4 070 275)

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, du découvert en banque et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

1. Statuts de la municipalité

La Municipalité de Morin-Heights est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Énoncé des principales conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les états financiers sont préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus et le Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Les données financières sont présentées sur base cumulative, à l'intérieur d'une seule série d'états financiers, de façon à représenter l'ensemble des activités et des transactions de l'organisme municipal.

La méthode du cumul consiste à regrouper les renseignements contenus dans les systèmes comptables, sans égard à la structure interne ou administrative en place, en éliminant toutes les transactions internes et les soldes débiteurs ou créditeurs afférents.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité d'exercice consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

COMPTABILISATION DES REVENUS :

Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

NORMES PARTICULIÈRES :

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement.

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

La date officielle du transfert de l'actif est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque l'organisme municipal ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique. Le critère de constatation correspond à la date officielle inscrite au document légal.

Les transferts sont comptabilisés s'ils font l'objet d'un document officiel et selon le principe du rapprochement des revenus et des dépenses. Dans le cas des transferts conditionnels, on doit satisfaire aux conditions édictées au programme de subvention concerné.

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

Les certificats émis par l'évaluateur doivent être disponibles à la date du rapport du vérificateur pour l'année visée par les états financiers.

COMPTABILISATION DES DÉPENSES :

Les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Les dépenses sont comptabilisées de façon brute afin d'enregistrer toutes les activités économiques.

C) Stocks

Les stocks des matières premières sont évalués au moindre du prix coûtant, établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks pour une municipalité sont les fournitures et les matériaux détenus à la fin de l'exercice financier en vue de rendre des services au cours des exercices suivants.

D) Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie au bilan.

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux. La contrepartie est comptabilisée dans le poste «amortissement cumulé».

La valeur comptable des actifs vendus ou détruits doit être déduite dans chacune des catégories d'actifs concernés.

Le coût d'une immobilisation reçu à titre gratuit comprend:

- La juste valeur marchande du bien reçu à la date d'acquisition et les autres frais inhérents à l'acquisition.

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire.

La vie utile est la période estimative totale, débutant à la date d'acquisition et durant laquelle cet actif est susceptible de rendre des services à l'organisme municipal. La durée de vie utile maximale est fixée à 40 ans.

INFRASTRUCTURES**HYGIÈNE DU MILIEU :**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Conduites d'aqueduc 40 ans
Purification et traitement de l'eau 40 ans
Dépotoirs et incinérateurs 40 ans
TRANSPORT :
Chemin, trottoir, rue et route 40 ans
Pont, tunnel, viaduc 40 ans
Système d'éclairage de rues 20 ans
surfaçage d'origine ou
resurfaçage majeur 15 ans
Aménagement de parcs publics,
terrains de station. 20 ans
Autres infrastructures 40 ans
BÂTIMENTS :
Édifices administratifs,
communautaires et stationnement 40 ans
Atelier, garage et entrepôt 40 ans
Améliorations locatives 15 ans
Autres 30 ans
Automobiles de police 3 ans
Camionnettes et véhicules de services 5 ans
Véhicules lourds 20 ans
Autres véhicules moteurs 10 ans
MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT :
Machinerie lourde 20 ans
Unité mobile 20 ans
Autres 10 ans
AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU :
Équipement informatique 5 ans
Équipement téléphonique 10 ans
Ameublement et équipement de bureau 10 ans
Autres 10 ans
AUTRES
Oeuvres d'art et trésors historiques 1 an
Autres S.O.

Les terrains ne sont habituellement pas amortis. À des fins municipales, le coût du terrain fait partie de l'immobilisation servant à rendre des services municipaux. Dans l'établissement du coût des services municipaux, on ne peut ignorer le coût du terrain rattaché à une immobilisation pour connaître le coût de revient complet du service fourni.

Conséquemment, le terrain rattaché à une immobilisation est amorti suivant le même taux applicable à l'immobilisation concernée.

Pour les immobilisations en cours :

L'amortissement sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

E) Autres éléments

préciser:

SUBVENTIONS REPORTÉES :

Les subventions reportées sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie au bilan.

Les dépenses d'amortissement sont reflétées à l'état du coût des services municipaux. La contrepartie est comptabilisée dans le poste «amortissement cumulé».

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire choisie pour l'immobilisation concernée.

Les subventions reportées sont amorties de la même façon que l'immobilisation correspondante.

3. Modification de convention comptable

À partir du 1er janvier 2000, les organismes municipaux doivent utiliser la méthode de comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
4. Encaisse et placements affectés			
Réserves financières (préciser)			
-	1		
-	2		
-	3		
Fonds réservés (préciser)			
- Fonds dépenses en immobilisations	4	22 841	33 558
- Fonds parc et terrain de jeux	5	33 192	22 787
-	6		
-	7		
-	8		
-	9		
	10	56 033	56 345

Note**5. Débiteurs**

Taxes municipales	11	401 582	458 628
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	1 564	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	54 703	17 779
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	175 589	1 803
Organismes municipaux	16		
Autres (préciser)			
- Constats d'infraction	17	49 185	43 400
- Intérêts courus arriérages	18	21 546	31 508
	19	704 169	553 118
Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs	20	5 600	10 133

Note**6. Stocks (préciser)**

- Sable d'hiver	21	17 701	
-	22		
-	23		
-	24		
	25	17 701	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26	23 929	
Dépenses reportées (préciser)			
- Association et cotisation	27	488	
- Fourniture	28	1 546	
- Location espace, Salon Habitation	29	4 563	
-	30		
Autres (préciser)			
- Dépôt sur équipement	31	1 209	1 209
-	32		
	33	31 735	1 209

Note

8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	34		
Immeubles industriels municipaux	35		
Immobilisations en cours	36		
Autres	37	89 757	98 964
	38	89 757	98 964

Note

9. Créances à long terme			
Prêts à un office municipal d'habitation	39		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42		
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43		
	44		
Moins: Tranche exigible des créances à long terme	45		
	46		

Note

10. Placements à long terme			
Participation dans une société d'économie mixte			
actions votantes	47		
actions non votantes	48		
Autres	49		
	50		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**11. Immobilisations**

Catégories	31 décembre 2000						1 ^{er} janvier 2000					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette		Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette	
Infrastructures	51	1 970 126	64	401 643	76	1 568 483	89	1 937 370	102	344 780	114	1 592 590
Réseau d'électricité	52		65		77		90		103		115	
Bâtiments	53	1 878 449	66	306 631	78	1 571 818	91	697 232	104	264 880	116	432 352
Améliorations locatives	54		67		79		92		105		117	
Véhicules	55	743 509	68	283 488	80	460 021	93	484 382	106	252 160	118	232 222
Ameublement et équipement de bureau	56	60 347	69	37 060	81	23 287	94	60 347	107	26 624	119	33 723
Machinerie, outillage et équipement	57	219 099	70	35 717	82	183 382	95	152 173	108	51 977	120	100 196
Terrains	58	29 400	71		83	29 400	96	29 400	109		121	29 400
Autres	59		72		84		97		110		122	
	60	4 900 930	73	1 064 539	85	3 836 391	98	3 360 904	111	940 421	123	2 420 483
Immobilisations en cours	61	292 342			86	292 342	99	709 371			124	709 371
	62	5 193 272	74	1 064 539	87	4 128 733	100	4 070 275	112	940 421	125	3 129 854
Subventions reportées	63	502 414	75	42 745	88	459 669	101	346 814	113	30 184	126	316 630

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
12. Crédoeurs et frais courus			
Fournisseurs	127	137 957	314 718
Salaires et déduotions à la source à payer	128	193 150	84 684
Dépôts et retenues de garantie	129	10 629	55 524
Gouvernement du Canada	130	2 474	
Gouvernement du Québec	131	2 862	6 155
Société québécoise d'assainissement des eaux	132		
Organismes municipaux	133	30 127	
Commissions scolaires	134	557	
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	135	19 720	10 352
Autres courus et passifs (préciser)			
-	136		
-	137		
-	138		
-	139		
	140	397 476	471 433

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	141	17 223	23 989
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux	142		
autres actifs	143		
Autres (préciser)			
-	144		
-	145		
	146	17 223	23 989

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

			31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
15. Dette à long terme				
Obligations et billets				
en monnaie canadienne		147	2 055 824	1 036 202
en monnaies étrangères		148		
taux d'intérêt variant de	4,75 à	7,24 %,		
échéant de	2000 à	2018		
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises		149		
Organismes municipaux		150		
Autres		151	8 864	29 420
Dettes en cours de refinancement		152		
		153	2 064 688	1 065 622
Moins: Versements exigibles à court terme		154	137 819	112 604
		155	1 926 869	953 018

La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante:

Sommes accumulées				
Revenus reportés		156		
Surplus accumulés affectés		157		
Fonds réservés (préciser)				
-		158		
-		159		
-		160		
		161		
Montant à recouvrer de tiers				
Gouvernements du Québec et du Canada et de leurs entreprises		162		
Organismes municipaux		163		
Autres tiers		164		
Partie à la charge des contribuables				
Une partie de la municipalité		165	506 169	526 802
Ensemble de la municipalité		166	1 558 519	538 820
		167	2 064 688	1 065 622

Les échéances de la dette à long terme pour les cinq prochaines années sont les suivantes:

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total
2001	168	128 955	173	8 864	178	137 819
2002	169	137 000	174		179	137 000
2003	170	220 500	175		180	220 500
2004	171	529 469	176		181	529 469
2005	172	108 100	177		182	108 100

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**16. Transfert à (de) l'état des activités d'investissement (financières)**

Certaines dépenses d'investissement ont été financées à même les activités financières.
Ces montants se répartissent par source de la façon suivante:

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Taxes générales spéciales immobilisations et placements		183	
Taxes de secteur immobilisations et placements		184	
Contributions des promoteurs		185	
Transferts conditionnels		186	155 600
Autres	14 002	187	214 666
	14 002	188	370 266

Note**17. Surplus accumulé affecté**

	2000	2000
	31 décembre	1^{er} janvier
-	189	
-	190	
-	191	
-	192	
-	193	
-	194	
-	195	
-	196	
-	197	
-	198	
	199	

Note**18. Financement à long terme des dépenses de fonctionnement**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**19. Montants à pouvoir dans le futur**

Les mesures transitoires relatives aux nouvelles normes comptables ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous :

Revenus : (préciser la méthode)

L'impact net entre les différents revenus et dépenses est absorbé dans l'année où il est constaté :

Sauf pour les cas d'exceptions concernant :

- les intérêts courus sur la dette à long terme qui seront absorbés sur la durée restante de la dette à long terme,

- les vacances courues à payer qui seront amorties dans l'année où elles seront effectuées.

Dépenses : (préciser la méthode)

Les ajustements résultant des nouvelles normes comptables en vigueur à partir du 1er janvier 2000 sont répartis aux exercices financiers de la façon suivante :

		Solde au 1^{er} janvier 2000		Activités financières		Solde au 31 décembre 2000
Revenus						
- Ajustements taxes municipales	200	13 022	209	13 022	217	
- Intérêts arriérages taxes municipales	201	31 508	210	31 508	218	
- Constats d'infraction	202	30 397	211	30 397	219	
	203	74 927	212	74 927	220	
<i>Déduire:</i>						
Dépenses						
Salaires et avantages sociaux	204	61 365	213	61 365	221	
Autres	205		214		222	
	206	61 365	215	61 365	223	
	207	13 562	216	13 562	224	
Intérêts - dette à long terme	208	10 352			225	19 720
Note						

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**20. Fonds de roulement****21. Engagement contractuel**

La municipalité a signé en avril 1999 un contrat d'une durée de cinq ans pour l'enlèvement des ordures ménagères couvrant la période du 1er mai 1999 au 30 avril 2004 pour un montant total de 687,600 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2000 est de 465,400 \$ réparti comme suit :

2001 - 137,567 \$
2002 - 139,633
2003 - 141,033
2004 - 47,167
Total 465,400 \$

La municipalité a signé en octobre 1999 un contrat d'une durée d'un an pour l'entretien des patinoires avec option de renouvellement pour les deux années subséquentes. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2000 est de 13,210 \$, si la municipalité exerce ses options de renouvellement, et est réparti comme suit :

2001 - 7,480
2002 - 5,730
Total - 13,210 \$

La municipalité a signé en décembre 1999 un bail d'une durée de cinq ans pour la location d'une salle communautaire couvrant la période du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2004. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2000 est de 19,725 \$, et est réparti comme suit :

2001 - 4,725 \$
2002 - 5,000
2003 - 5,000
2004 - 5,000
Total 19,725 \$

La municipalité est responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité Régionale de Comté des Pays-d'en-Haut. Au 31 décembre 2000, la partie attribuable à la municipalité est évaluée à 23,290 \$.

22. Régime de retraite**23. Transactions avec des organismes municipaux ou supramunicipaux****24. Transactions avec des organismes municipaux sous propriété ou contrôle**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**25. Éventualités****a) Cautionnement et garantie****b) Auto-assurance****c) Poursuites**

Il existe, à notre connaissance, cinq dossiers litigieux contre la municipalité, lesquels sont les suivants :

Municipalité de Morin-Heights c. Chemin de la Petite Suisse (27 178-1-1 SAS)
Deux bâtiments auraient été construits alors que selon les prétentions de certains contribuables, aucun accès ne permet la construction légale de ces bâtiments. La responsabilité de la municipalité peut être engagée dans le futur. Les assurances ont refusé de couvrir la municipalité; la perte maximum possible équivaut à la valeur des deux (2) bâtiments mais d'autres possibilités s'offrent à la municipalité pour limiter sinon éliminer complètement la perte, par exemple en expropriant un chemin ou en construisant un chemin jusqu'au bâtiment.

En décembre 1998, une action en dommages et intérêts a été signifiée à la municipalité lui réclamant la somme de 200 000 \$. Cette action ne provient toutefois pas des propriétaires des deux maisons mais plutôt de la compagnie Les Placements Cosmopolites P.D.C. Inc. Bien que nos avocats sont d'avis que nos chances de succès sont bonnes, le dossier est encore à un stade préliminaire et ils ne peuvent se prononcer définitivement.

Municipalité de Morin-Heights c. G.E. Pappas (27 178-1-2 SAS)

Une lettre de mise en demeure reçue par la municipalité à l'effet qu'elle serait responsable pour l'installation présumément illégale d'un puits sur un terrain appartenant à un contribuable, ce qui l'empêcherait de construire son bâtiment. Nous avons reçu, il y a maintenant quelque temps une action pour un montant de 1 000 000 \$ intentée conjointement contre la municipalité, Hydro-Québec et certains contribuables. Cette action a été expédiée aux assureurs. Selon nos avocats la poursuite semble être particulièrement frivole et il n'y a donc aucune perte de prévue dans ce dossier, dont les chances de succès pour la municipalité sont excellentes.

Municipalité de Morin-Heights c. Les Gestions Sacta (Québec) Inc. (28 260-101 SAS)

Dans ce dossier, la demanderesse poursuit la municipalité et lui reproche d'avoir entrepris des démarches auprès des concitoyens afin de municipaliser le chemin de la Petite Suisse au lieu de permettre à la demanderesse de négocier avec la municipalité, ce qui a causé des dommages pour harcèlement de 75 000 \$ à la demanderesse et des frais juridiques de 7 709 \$.

Selon l'avis de nos avocats, les chances de succès de la municipalité sont bonnes mais le dossier est à un stade encore préliminaire.

Municipalite de Morin-Heights c. Allard-Mayer
(28 260-88 SAS)

Madame Mayer demande a la cour de declarer que l'aqueduc en front de sa propriete est un aqueduc municipal et demande d'etre dedommagee. L'audition aura lieu en juin prochain et nous sommes d'avis que les chances de succes de la Municipalite sont bonnes.

Le risque financier pour la municipalite en rapport direct avec ce dossier est d'environ

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

25 000\$.

Municipalite de Morin-Heights c. Charles Newman
(28 260-100 SAS)

Ce dossier devrait etre entendu a l'automne 2001. La municipalite y est poursuivie pour un peu moins de 100 000\$ pour troubles et inconvenients causes par la presence d'un terrain de soccer et d'un terrain de basketball pres de sa propriete. L'assureur de la municipalite est intervenu au dossier et a pris fait et cause pour celle-ci en ce qui a trait a la possibilite d'une condamnation. Les chances de pertes financiers sont donc minimales sinon nulles pour la municipalite, outre, possiblement, le deductible.

d) Autres (préciser)**26. Autres notes (selon les besoins)**

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES

**DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

OBJETS	Réalizations 2000				Réalizations
	Activités financières		Activités d'investissement	Total	1999 facultatif
Rémunération					
élus	1	44 166		46	44 166
employés	2	1 087 441	28	47	1 087 441
Cotisations de l'employeur					
élus	3	1 694		48	1 694
employés	4	164 900	29	49	164 900
Transport et communication	5	65 993	30	50	65 993
Services professionnels, techniques et autres					
honoraires professionnels	6	154 621	31	51	154 621
achats de services techniques	7	9 814	32	52	9 814
autres	8	98 905	33	53	98 905
Location, entretien et réparation					
location	9	67 685	34	54	67 685
entretien et réparation	10	183 765		55	183 765
Biens durables					
travaux de construction			35	56	831 244
achats de biens			36	57	399 498
Biens non durables					
fournitures de services publics	11	53 908		58	53 908
autres biens non durables	12	269 460		59	269 460
Frais de financement					
intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :					
la municipalité	13	78 915		60	78 915
autres organismes municipaux	14			61	
gouvernements du Québec et du Canada	15			62	
autres tiers	16			63	
autres frais de financement	17	7 772	37	64	7 772
Contributions à des organismes					
organismes municipaux					
répartition des dépenses de la communauté municipale	18	100 376		65	100 376
participation financière aux services fournis par une SEM	19		38	66	
achats de services municipaux	20	178 620	39	67	178 620
autres	21		40	68	
organismes gouvernementaux					
contributions au financement	22	98 228		69	98 228
achats de services gouvernementaux	23	14 581	41	70	14 581
autres organismes	24	24 446	42	71	24 446
Autres objets					
créances douteuses ou irrécouvrables	25	13 581	43	72	13 581
autres	26		44	73	
	27	2 718 871	45	74	3 949 613

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2**DETTE À LONG TERME****A) OBLIGATIONS ET BILLETS**

Émission						Solde au	
Date	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000		
MONNAIE CANADIENNE							
1998-03-16	216 860	6,02	2018	192 900		205 200	
2000-03-15	698 664	6,76	2015	698 664			
1998-12-23	124 037	5,36	2008	104 400		114 400	
1998-05-20	132 000	5,25	2008	111 200		121 900	
1999-03-17	557 933	5	2014	527 700		557 933	
1999-05-10	8 869	5,62	2004	7 269		8 869	
1996-04-23	94 900	7,24	2000			27 900	
2000-11-15	413 691	6,55	2015	413 691			
				<hr/>			
				1	2 055 824	4	1 036 202
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
				<hr/>			
Variation - monnaies étrangères				2		5	
				<hr/>			
				3	2 055 824	6	1 036 202

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)**DETTE À LONG TERME****B) AUTRES DETTES À LONG TERME**

<u>Émission</u>					<u>Solde au</u>	
<u>Date</u>	<u>Montant</u>	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>	<u>31 décembre 2000</u>	<u>1^{er} janvier 2000</u>	
MONNAIE CANADIENNE						
1998-03-19	29 786	1,9	2001	2 548	12 333	
1998-08-29	29 093	7	2001	6 316	17 087	
				<hr/>		
				1	8 864	4
				<hr/>		29 420
MONNAIES ÉTRANGÈRES						
Variation - monnaies étrangères				<hr/>		
				2	5	
				<hr/>		
				3	8 864	6
				<hr/>		29 420

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 3

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Projets en cours au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Financement	Dépenses	Projets fermés	Projets en cours au 31 décembre
Financement	1 460 261	2	3 1 492 221	4	5 1 656 980	295 502
Dépenses	6 709 371	7	8	9 1 230 742	10 1 647 772	292 341
	11 (249 110)	12	13 1 492 221	14 1 230 742	15 9 208	16 3 161

Répartition

Financement non utilisé	17					18 3 161
Dépenses à financer	19 249 110					20
	21 (249 110)					22 3 161

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Solde au 31 décembre
			Activités financières	Activités investissement		
Montant non réservé	23 12 418	24	25	26 9 208	27 4 856	28 16 770
Montant réservé pour le service de la dette	29	30	31	32	33	34
	35 12 418	36	37	38 9 208	39 4 856	40 16 770

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 4**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME****31 décembre 2000**

Dette à long terme (note 15)	1	2 064 688
<i>Déduire</i>		
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2	
Montants à recouvrer de tiers	3	
Subventions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4	
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5	
Autres (préciser)		
-	6	
-	7	
<i>Ajouter</i>		
Dépenses d'investissement à financer	8	
Autres (préciser)		
-	9	
-	10	
Endettement net à long terme	11	2 064 688
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale du comté	12	23 290
Communauté urbaine	13	
Régie intermunicipale	14	
Autres organismes municipaux	15	
Autres organismes	16	
	17	23 290
Endettement total net à long terme	18	2 087 978
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	19	

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TAXES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales	1 909 183	1	1 989 441
Taxes générales spéciales			
- immobilisations et placements		2	
Taxes de secteur			
- service de la dette	32 054	3	41 229
- fonctionnement		4	
- immobilisations et placements		5	
Surtaxe sur immeubles non résidentiels		6	
Taxe sur immeubles non résidentiels		7	
Surtaxes sur terrains vagues		8	
Autres		9	
	1 941 237	10	2 030 670
SUR UNE AUTRE BASE			
Tarifification pour services municipaux			
eau	81 065	11	80 261
égouts		12	
traitement des eaux usées		13	
matières résiduelles	146 596	14	150 465
service de la dette	40 325	15	37 739
immobilisations et placements		16	
autres			
-		17	
-		18	
-		19	
	267 986	20	268 465
Taxes d'affaires			
sur l'ensemble de la valeur locative		21	
autres		22	
		23	
	2 209 223	24	2 299 135

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC			
Immeubles et lieux d'affaires du gouvernement			
taxes foncières	2 396	1	564
taxes d'affaires		2	
surtaxe sur immeubles non résidentiels		3	
taxe sur immeubles non résidentiels		4	
compensations pour services municipaux		5	
	2 396	6	564
Immeubles des réseaux			
santé et services sociaux		7	
cégeps et universités		8	
écoles primaires et secondaires	4 368	9	4 570
	4 368	10	4 570
Autres immeubles			
immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		11	
biens culturels classés		12	
		13	
	6 764	14	5 134
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
taxes foncières	600	15	2 038
taxes d'affaires		16	
surtaxe sur immeubles non résidentiels		17	
taxe sur immeubles non résidentiels		18	
compensations pour services municipaux		19	
	600	20	2 038
ORGANISMES MUNICIPAUX			
taxes foncières		21	
compensations pour services municipaux		22	
		23	
AUTRES			
réseaux de télécommunication, gaz et électricité			
télécommunication, gaz et électricité	48 267	24	56 136
péréquation		25	
neutralité		26	
villes centres		27	
autres		28	
taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité		29	
autres	5 474	30	5 017
	53 741	31	61 153
	61 105	32	68 325

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale		1	
Sécurité publique			
police		2	
protection contre les incendies		3	
sécurité civile		4	
autres		5	
		6	
Transport			
réseau routier	3 000	7	3 000
transport en commun		8	
autres		9	
	3 000	10	3 000
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable		11	
réseau de distribution de l'eau potable		12	
traitement des eaux usées		13	
réseaux d'égouts		14	
matières résiduelles		15	
autres		16	
		17	
Santé et bien-être		18	
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique		19	
autres		20	
		21	
Loisirs et culture			
activités récréatives	11 000	22	12 370
activités culturelles		23	
	11 000	24	12 370
Service de la dette			
dette à long terme			
- capital		25	
- intérêts et autres frais		26	
autres frais de financement		27	
		28	
	14 000	29	15 370

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES (suite)	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	5 300	1	2 323
Sécurité publique	3 030	2	6 670
Transport	5 178	3	4 072
Hygiène du milieu		4	
Santé et bien-être		5	
Aménagement, urbanisme et développement		6	11 340
Loisirs et culture	66 569	7	78 288
Électricité		8	
Autres		9	
	80 077	10	102 693
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
licences et permis	27 500	11	25 575
droits de mutation immobilière	90 000	12	169 175
Amendes et pénalités	88 500	13	124 523
Intérêts	50 000	14	98 389
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux		15	
autres actifs	20 000	16	58 053
Contributions des promoteurs		17	
Autres		18	32 426
	276 000	19	508 141
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	370 077	20	626 204

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TRANSFERTS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions du gouvernement du Québec			
Regroupement municipal		1	
Compensation pour droits sur divertissements		2	
Autres		3	
Autres transferts inconditionnels		4	
		5	
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale		6	
Sécurité publique			
police		7	
protection contre les incendies		8	
sécurité civile		9	
autres		10	
Transport			
réseau routier	25 000	11	20 000
transport en commun		12	
autres		13	
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable		14	
réseau de distribution de l'eau potable		15	
traitement des eaux usées		16	
réseaux d'égouts		17	
matières résiduelles		18	
autres		19	
Santé et bien-être		20	
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique		21	
autres		22	
Loisirs et culture			
activités récréatives		23	2 279
activités culturelles		24	
bibliothèques		25	155 600
Autres	31 716	26	35 471
Autres transferts conditionnels		27	930
	56 716	28	214 280
	56 716	29	214 280

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil municipal	55 065	1	53 807
Application de la loi	22 000	2	18 445
Gestion financière et administrative	321 954	3	452 824
Greffe		4	7 942
Évaluation	40 890	5	40 178
Gestion du personnel	1 799	6	
Autres	6 050	7	16 329
	447 758	8	589 525
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	440 307	9	475 138
Protection contre les incendies	70 095	10	81 986
Sécurité civile	300	11	1 084
Autres	6 300	12	5 278
	517 002	13	563 486
TRANSPORT			
Réseau routier			
voirie municipale	475 417	14	511 673
enlèvement de la neige	154 836	15	150 599
éclairage des rues	19 000	16	37 714
circulation et stationnement	13 200	17	
Transport collectif			
transport en commun	1 283	18	807
transport aérien		19	
transport par eau		20	
Autres		21	
	663 736	22	700 793
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égouts			
purification et traitement de l'eau potable		23	
réseau de distribution de l'eau potable	81 060	24	82 956
traitement des eaux usées		25	
réseaux d'égouts		26	
Matières résiduelles			
déchets domestiques			
- collecte et transport	151 502	27	134 897
- élimination		28	
matières secondaires			
- collecte et transport		29	11 284
- traitement		30	
élimination des matériaux secs		31	5 011
Amélioration des cours d'eau		32	
Protection de l'environnement		33	
Autres		34	
	232 562	35	234 148

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Inspection des aliments		1	
Logement social		2	
Autres		3	
		4	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	77 092	5	85 085
Rénovation urbaine			
biens patrimoniaux		6	
autres biens		7	
Promotion et développement économique			
industries et commerces		8	
tourisme	67 826	9	65 089
autres		10	
Autres		11	
	144 918	12	150 174
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
centres communautaires	15 529	13	13 167
patinoires intérieures et extérieures	20 976	14	18 960
piscines, plages et ports de plaisance	9 577	15	6 545
parcs et terrains de jeux	169 089	16	174 406
expositions et foires	350	17	245
autres	56 843	18	53 723
	272 364	19	267 046
Activités culturelles			
centres communautaires		20	
bibliothèques	19 713	21	27 585
patrimoine			
musées et centres d'exposition		22	
autres ressources du patrimoine		23	
autres	1 500	24	2 998
	21 213	25	30 583
	293 577	26	297 629
ÉLECTRICITÉ			
		27	
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
intérêts	162 429	28	78 916
autres frais		29	
Autres frais de financement	1 100	30	7 772
	163 529	31	86 688

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES		Dépenses de fonc- tionnement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux	
						Immobi- lisations	-							Subventions reportées
Administration générale	1	589 525 ²⁰		19 285 ³⁹		24 681 ⁵⁸		77		96		(15 967) ¹⁵	617 524	
Sécurité publique														
police	2	475 138 ²¹		90 ⁴⁰		22 349 ⁵⁹		78		97		116	497 577	
protection contre les incendies	3	81 986 ²²		41		8 574 ⁶⁰		79		98		117	90 560	
sécurité civile	4	1 084 ²³		42		61		80		99		118	1 084	
autres	5	5 278 ²⁴		43		62		81		100		119	5 278	
	6	563 486 ²⁵		90 ⁴⁴		30 923 ⁶³		82		101		120	594 499	
Transport														
réseau routier	7	699 986 ²⁶		48 034 ⁴⁵		100 923 ⁶⁴		4 671 ⁸³		20 000 ¹⁰²		19 011 ¹²¹	843 283	3 000
transport collectif	8	807 ²⁷		46		65		84		103		122	807	
autres	9	28		47		66		85		104		123		
	10	700 793 ²⁹		48 034 ⁴⁸		100 923 ⁶⁷		4 671 ⁸⁶		20 000 ¹⁰⁵		19 011 ¹²⁴	844 090	3 000
Hygiène du milieu														
purification et traitement de l'eau potable	11	30		49		68		87		106		125		
réseau de distribution de l'eau potable	12	82 956 ³¹		15 175 ⁵⁰		6 028 ⁶⁹		3 999 ⁸⁸		107		124	100 160	
traitement des eaux usées	13	32		51		70		89		108		127		
réseaux d'égouts	14	33		52		71		90		109		128		
matières résiduelles	15	151 192 ³⁴		53		72		91		110		129	151 192	
amélioration des cours d'eau	16	35		54		73		92		111		130		
protection de l'environnement	17	36		55		74		93		112		131		
autres	18	37		56		75		94		113		132		
	19	234 148 ³⁸		15 175 ⁵⁷		6 028 ⁷⁶		3 999 ⁹⁵		114		133	251 352	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES	Dépenses de fonc- tionnement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux			
					Immobi- lisations	- Subventions reportées							-		
Santé et bien-être	1		13		25		36		47		58		69		
Aménagement, urbanisme et développement															
aménagement, urbanisme et zonage	2		85 085 14		26		2 692 37		48		59		70	87 777	
rénovation urbaine	3		15		27		38		49		60		71		
promotion et développement économique	4		65 089 16		28		39		50		61		72	65 089	
autres	5		17		29		40		51		62		73		
	6		150 174 18		30		2 692 41		52		63		74	152 866	
Loisirs et culture															
activités récréatives	7		267 046 19		31		3 331 42		53		38 680 64		75	231 697	12 370
activités culturelles	8		2 998 20		32		43		54		65		76	2 998	
bibliothèques	9		27 585 21		4 104 33		11 396 44		3 890 55		66		77	39 195	
	10		297 629 22		4 104 33		14 727 45		3 890 56		38 680 67		78	273 890	12 370
Électricité	11		23		35		46		57		68		79		
Frais de financement	12		86 688 ²⁴		(86 688)										

**ANALYSE PAR FONCTIONS DE LA RÉPARTITION
DES DÉPENSES DE LA COMMUNAUTÉ MUNICIPALE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalizations	facultatif Réalizations
Administration générale			
Évaluation	40 690	1	40 001
Autres	16 446	2	16 446
Sécurité publique			
Police		3	
Protection contre les incendies		4	
Sécurité civile		5	
Autres		6	
Transport			
Réseau routier		7	
Transport en commun		8	
Transport aérien		9	
Autres		10	
Hygiène du milieu			
Purification et traitement de l'eau potable		11	
Réseau de distribution de l'eau potable		12	
Traitement des eaux usées		13	
Réseaux d'égouts		14	
Matières résiduelles		15	
Autres		16	
Santé et bien-être			
		17	
Aménagement, urbanisme et développement			
Promotion et développement économique	29 326	18	29 326
Autres	4 258	19	4 258
Loisirs et culture			
Activités récréatives	10 345	20	10 345
Activités culturelles		21	
Bibliothèques		22	
Électricité			
		23	
	101 065	24	100 376

ANALYSE DES REVENUS ET DES DÉPENSES - ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole		1	
Générale et institutionnelle		2	
Industrielle		3	
Autres		4	
Autres revenus		5	
		6	
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie		7	
Taxe sur le revenu brut		8	
Frais d'exploitation		9	
Autres frais		10	
Frais de financement		11	
Dépenses avant imputation		12	
Moins : Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité		13	
		14	
Autres activités financières			
Remboursement en capital		15	
Transfert à l'état des activités d'investissement		16	
		17	
Excédent des revenus sur les dépenses avant affectations			
		18	
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté		19	
Surplus accumulé affecté		20	
Réserves financières et fonds réservés			
virement de		21	
(virement à)		22	
		23	
Excédent avant financement à long terme			
		24	
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement		25	
Excédent net			
		26	

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Budget	Réalizations
IMMOBILISATIONS		
Infrastructures		
Usines et bassins d'épuration	1	
Conduite d'égout	2	87
Conduite d'aqueduc	3	
Usines de traitement de l'eau potable	4	
Parcs et terrains de jeux	5	7 210
Dépotoirs et incinérateurs	6	
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	
Ponts, tunnels et viaducs	8	
Terrains de stationnement	9	
Système d'éclairage des rues	10	
Autres infrastructures	11	
Réseau d'électricité	12	
Bâtiments		
Édifices administratifs	13	823 121
Édifices communautaires	14	
Améliorations locatives	15	
Véhicules	16	273 572
Ameublement et équipement de bureau	17	6 077
Machinerie, outillage et équipement	18	7 925
Terrains	19	826
Autres	20	
	21	14 002
		1 230 742
AUTRES INVESTISSEMENTS		
Propriétés destinées à la revente	22	
Créances à long terme	23	
Placements à long terme	24	
Autres	25	
	26	
	27	14 002
		1 230 742

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS
DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Police	28	
Protection contre les incendies	29	
Autres	30	
	31	

AUTRES RENSEIGNEMENTS

**RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE ET
LA RICHESSE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2002**

	Valeur au rôle 1er janvier 2000	%		Richesse foncière 2000	
Évaluation des immeubles imposables	1	<u>224 782 551</u>	100%	14	224 782 551
Évaluation des immeubles non imposables					
Immeubles visés au 1er alinéa de l'article 208 LFM	2	100%	15		
Immeubles visés au 2e alinéa de l'article 210 LFM	3	100%	16		
Immeubles du gouvernement du Québec visés par					
- le 1er alinéa de l'article 255 LFM	4	64 700	100%	17	64 700
- autres immeubles	5	372 900			
Immeubles du gouvernement du Canada et de ses entreprises	6	78 300	,94%	18	73 600
Biens culturels classés (partie non imposable)	7		100%	19	
Réseau de la santé et des services sociaux	8	162 800	80%	20	130 240
Cégeps et universités	9		80%	21	
Écoles primaires et secondaires	10	1 282 800	25%	22	320 700
Autres immeubles	11	3 134 700			
Évaluation équivalant à la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2000				23	
Évaluation des immeubles non imposables (lignes 2 à 11)	12	<u>5 096 200</u>			
Total du rôle d'évaluation foncière au 1er janvier 2000(lignes 1 + 12)	13	<u>229 878 751</u>			
Richesse foncière non uniformisée (lignes 14 à 23)				24	<u>225 371 791</u>
Facteur comparatif du rôle d'évaluation foncière établi pour l'exercice financier 2000				25	1
Richesse foncière uniformisée de 2000 (ligne 24 x ligne 25)				26	<u>225 371 791</u>

CERTIFICAT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je, soussigné, Monsieur Yves Desmarais

secrétaire-trésorier

Nom

Fonction

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité
aux fins de la péréquation de 2002 sont exacts.

2001-02-14

Signature

Date

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

**ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES
POUVANT ÊTRE ASSUJETTIS À UNE SURTAXE**

**Valeur au rôle
1er janvier 2000**

Terrains vagues imposables		
terrains vagues desservis	1	
terrains vagues non desservis	2	
Terrains vagues non imposables		
terrains vagues desservis	3	
terrains vagues non desservis	4	

TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES POUVANT ÊTRE ASSUJETTIS À UNE SURTAXE, AU 1er JANVIER 2000	5	
---	---	--

SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE AU 1er JANVIER 2000

Valeur au rôle

Valeur locative des lieux d'affaires inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM		
lieux d'affaires imposables	6	
lieux d'affaires non imposables en vertu de l'article 236 LFM		
visés par le 1er alinéa de l'article 255 LFM	7	
autres	8	
Valeur locative des lieux d'affaires inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM	9	

TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE AU 1er JANVIER 2000	10	
---	----	--

		facteur comparatif
Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	11	

POPULATION

Population permanente	12	2 886
Population saisonnière	13	2 000
Nombre d'unités de logement	14	1 794

TAUX DES TAXES
RENSEIGNEMENTS SUR LA TAXATION EN VIGUEUR EN 2000

Taxes sur la valeur foncière

Taxes générales ¹	1	<input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 3	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales spéciales - immobilisations et placements ¹	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Surtaxe sur les immeubles non résidentiels ¹	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe sur les immeubles non résidentiels ¹	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation

Tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe par unité de logement)

eau	5	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 4 , <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 0	\$ par unité de logement
égouts	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ par unité de logement
eau et égouts	7	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ par unité de logement
déchets domestiques	8	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 2 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 0	\$ par unité de logement
Taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	% de la valeur locative

**Autres taxes et autres modes de tarification
pour services municipaux**

Description	Taux	Code ²	code 7 - autres, préciser
regl. 221, 223, 262, aqueduc lac vert	,0638	1	
regl.285 aqueduc salzbourg	,2748	1	
regl.179 rue cascades	,0723	2	
regl.180 rue mont-plaisant	,0968	2	
regl. 235 riviere simon (rue cerf-midi)	,1978	1	
regl.235 riviere simon (rue cerf-midi)	,0292	2	
regl.242 rue primeroses	,0946	2	
regl.243 domaine bories	2,7624	3	
regl.269 chemin des hauteurs	831,3	4	

1. Si la municipalité se prévaut des articles 253.54 à 253.62 LFM, ne pas inscrire de taux à cette ligne et fournir pour chacune de ces taxes, sur une page supplémentaire annexée au formulaire, les informations requises au Guide du rapport financier.

2. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du Code Municipal du Québec, j'ai procédé à une vérification visant à déterminer si le taux global de taxation de la municipalité de Morin-Heights de l'exercice terminé le 31 décembre 2000, est établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la municipalité. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales et réglementaires en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable quant au respect, par la municipalité, des dispositions légales et réglementaires mentionnées ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des exigences légales et réglementaires en cause. Elle comprend également une appréciation du respect général de ces exigences légales et réglementaires ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À mon avis, le taux global de taxation de la municipalité de Morin-Heights pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 est établi, à tous les égards importants, conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOM DU VÉRIFICATEUR Lavigne, Coderre CA

LIEU 1040 rue Nadeau, Saint-Cesaire, Qc.

DATE 2001-02-14

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2001/03/07 16:35:31

Dernière modification : 2001/03/07 16:35:31

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES

Total des taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 299 135</u>
Ajouter :		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	2	<u> </u>
Déduire:		
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de loi 83 de 1996 (1996, c.77)	3	.....
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	4	.....
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
d) Crédits de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière et locative		
montant relatif aux taxes foncières ³	8	.....
montant relatif à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels	9	.....
montant relatif à la taxe sur les immeubles non résidentiels	10	.....
montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	11	.....
g) Subventions en vertu de l'article 244.20 LFM	12	.....
h) Remboursement de taxes des exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante	13	<u> </u>
Total des taxes inscrites à la page 9	15	<u>2 299 135</u>

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19), citée LCV.

2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.

3. Taxes foncières autres que la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels et autres que les compensations pour services municipaux imposées en vertu de l'article 205 de la LFM.

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

REVENUS ADMISSIBLES

Total des taxes selon l'état des activités financières	1	2 299 135
Ajouter :		
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante	2	.....
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière, montant relatif aux taxes foncières	3	_____
Total partiel	4	2 299 135
Déduire :		
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹		
- taxes imposées pour 2000 et non prélevées	5	2 063
- taxes d'un exercice antérieur prélevées en 2000 ²	6	18 401
- taxes d'affaires	7	.....
- surtaxe sur immeubles non résidentiels	8	.....
- taxe sur immeubles non résidentiels	9	.....
- taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM	10	.....
- taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	11	.....
- compensations pour services municipaux imposés au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM	12	.....
- taxes ou droits annuels imposés en vertu de certains articles de la charte de la Ville de Montréal ³	13	20 464
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	15	2 278 671

1. Articles 4 et 10 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Il s'agit des taxes incluant les taxes prélevées en vertu de l'article 213 LFM, autres que les taxes d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

3. Articles 801, 802, 803 ou 805 de la charte.

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 1999 ² ou au premier ou second anniversaire de son dépôt.

1 217 700 651

Ajouter ou détruire les modifications au rôle prenant effet le 1^{er} janvier 2000

Augmentation Diminution

Modification apportées avant le 1^{er} janvier 2000

2 2 833 000 3 414 000

Variation nette

4 2 419 000

Modification apportées avant le 1^{er} janvier 2000 ou à une date antérieure à celle-ci et apportées avant le 31 décembre 2000

5 7 879 100 6 3 216 200

Variation nette

7 4 662 900

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2000

8 224 782 551

CALCUL DU TAUX GLOBAL

Montant des revenus admissibles aux fins de calcul des taux global de taxation

9 2 278 671

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2000

10 224 782 551

Taux global de taxation de 2000

(ligne 9 ÷ ligne 10 x 100 \$)

Taux arrondi à la 4^e décimale près

| 1 | , | 0 | 1 | 3 | 7 | / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

<u>RÉSOLUTION</u>		<u>OBJET DE L'ENGAGEMENT</u>	<u>MONTANT INITIAL</u>	<u>SOLDE ENGAGÉ AU 31 DÉCEMBRE</u>	
<u>NO</u>	<u>DATE</u>			<u>2000</u>	<u>1999</u>
			<u>TOTAL</u>	1	2

**VARIATION DU CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	<u>RÈGLEMENT No</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1er JANVIER		3
Augmentation à même le surplus accumulé		4
par l'imposition d'une taxe spéciale		5
		6
Diminution		7
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		8

TAXES MUNICIPALES À RECEVOIR
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

		<u>Taxes à recevoir</u>		<u>Provision créances douteuses</u>		<u>Taxes à recevoir nettes</u>
Exercice 2000	1	332 613	2		3	332 613
Exercice 1999	4	59 135	5		6	59 135
Exercice 1998	7	8 213	8		9	8 213
Exercices antérieurs	10	<u>1 621</u>	11		12	<u>1 621</u>
Total	13	<u>401 582</u>	14		15	<u>401 582</u>

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Projet no 262-98	Projet no 269-98	Projet no 282	Projet no 284	Projet no 293
FINANCEMENT PERMANENT					
Financement au 1er janvier	281 921	19 141	159 199		
Redressement exercices antérieurs					
<i>Ajouter:</i>					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Transfert de l'état des activités financières					
Taxes générales spéciales					
immobilisations et placements					
Taxes de secteur					
immobilisations et placements					
Contributions des promoteurs					
Transferts conditionnels			155 600		
Autres		87	212 143		
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté					
Surplus accumulé affecté					
Fonds réservés			4 000		
Emprunts à long terme émis	13 581	6 319	650 275	220 454	221 726
Total	13 581	6 406	1 022 018	220 454	221 726
Financement au 31 décembre (A)	295 502	25 547	1 181 217	220 454	221 726
DÉPENSES					
Dépenses au 1er janvier	292 341	25 460	358 096	33 474	
Redressement - exercices antérieurs					
ajouter: Dépenses de l'exercice		87	823 121	183 478	216 020
Dépenses au 31 décembre (B)	292 341	25 547	1 181 217	216 952	216 020
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	3 161			3 502	5 706
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice					
Règlements d'emprunts				3 502	5 706
Autres					
FINANCEMENT PROJETS EN COURS	3 161				
Financement non utilisé					
Dépenses à financer					
DÉPENSES AUTORISÉES	295 500	24 300	905 875	260 000	233 000
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER					

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Projet no <u>sent. plein air</u>	Projet no <u>frais terrain</u>
FINANCEMENT PERMANENT		
Financement au 1er janvier		
Redressement exercices antérieurs		
<i>Ajouter:</i>		
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE		
Transfert de l'état des activités financières		
Taxes générales spéciales		
immobilisations et placements		
Taxes de secteur		
immobilisations et placements		
Contributions des promoteurs		
Transferts conditionnels		
Autres	1 610	826
Autres sources		
Surplus accumulé non affecté		
Surplus accumulé affecté		
Fonds réservés	5 600	
Emprunts à long terme émis		
Total	7 210	826
Financement au 31 décembre (A)	7 210	826
DÉPENSES		
Dépenses au 1er janvier		
Redressement - exercices antérieurs		
ajouter: Dépenses de l'exercice	7 210	826
Dépenses au 31 décembre (B)	7 210	826
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES		
(A - B)		
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice		
Règlements d'emprunts		
Autres		
FINANCEMENT PROJETS EN COURS		
Financement non utilisé		
Dépenses à financer		
DÉPENSES AUTORISÉES		
SUBVENTIONS RELATIVES AUX		
DÉPENSES À FINANCER		

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000 (suite)

	<u>Total</u>	<u>Projets fermés</u>	<u>Projet en cours</u>
FINANCEMENT PERMANENT			
Financement au 1er janvier	460 261	178 340	281 921
Redressement exercices antérieurs			
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et placements			
Taxes de secteur			
immobilisations et placements			
Contributions des promoteurs			
Transferts conditionnels	155 600	155 600	
Autres	214 666	214 666	
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté			
Surplus accumulé affecté			
Fonds réservés	9 600	9 600	
Emprunts à long terme émis	1 112 355	1 098 774	13 581
Total	1 492 221	1 478 640	13 581
Financement au 31 décembre (A)	1 952 482	1 656 980	295 502
DÉPENSES			
Dépenses au 1er janvier	709 371	417 030	292 341
Redressement - exercices antérieurs			
ajouter: Dépenses de l'exercice	1 230 742	1 230 742	
Dépenses au 31 décembre (B)	1 940 113	1 647 772	292 341
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES			
(A - B)	12 369	9 208	3 161
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice			
Règlements d'emprunts	9 208	9 208	
Autres			
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé	3 161		3 161
Dépenses à financer			
DÉPENSES AUTORISÉES	1 718 675	1 423 175	295 500
SUBVENTIONS RELATIVES AUX			
DÉPENSES À FINANCER			

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	<u>Règlement No AUTO-PATROUIL</u>	<u>Règlement No GÉOMATIQUE</u>	<u>Règlement No 223-96</u>	<u>Règlement No 235-97</u>	<u>Règlement No 239-97</u>	<u>Règlement No 242-97</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 1er JANVIER	1 782	3 074	2 032	1 200	1 463	1 806
Redressement exercices antérieurs						
<i>Ajouter:</i>						
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à:						
des dépenses d'investissement						
d'autres fins						
Total partiel	<u>1 782</u>	<u>3 074</u>	<u>2 032</u>	<u>1 200</u>	<u>1 463</u>	<u>1 806</u>
Déduire:						
Affectations de l'exercice						
Frais de financement						
intérêts						
autres frais						
Remboursement en capital						
Réduction de l'emprunt						
Autres fins spécifiées dans un règlement						
dépenses d'investissement						
autres						
Virement au surplus(déficit) accumulé	<u>1 782</u>	<u>3 074</u>				
Total des affectations	<u>1 782</u>	<u>3 074</u>				
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE			<u>2 032</u>	<u>1 200</u>	<u>1 463</u>	<u>1 806</u>
Montant réservé pour le service de la dette						
Montant non réservé			<u>2 032</u>	<u>1 200</u>	<u>1 463</u>	<u>1 806</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE			<u>2 032</u>	<u>1 200</u>	<u>1 463</u>	<u>1 806</u>

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	<u>Règlement No 243-97</u>	<u>Règlement No 284</u>	<u>Règlement No 293</u>	<u>Total</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 1er JANVIER	1 061			12 418
Redressement exercices antérieurs				
<i>Ajouter:</i>				
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à:				
des dépenses d'investissement		3 502	5 706	9 208
d'autres fins				
Total partiel	<u>1 061</u>	<u>3 502</u>	<u>5 706</u>	<u>21 626</u>
Déduire:				
Affectations de l'exercice				
Frais de financement				
intérêts				
autres frais				
Remboursement en capital				
Réduction de l'emprunt				
Autres fins spécifiées dans un règlement				
dépenses d'investissement				
autres				
Virement au surplus(déficit) accumulé				4 856
Total des affectations				<u>4 856</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	<u>1 061</u>	<u>3 502</u>	<u>5 706</u>	<u>16 770</u>
Montant réservé pour le service de la dette				
Montant non réservé	<u>1 061</u>	<u>3 502</u>	<u>5 706</u>	<u>16 770</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	<u>1 061</u>	<u>3 502</u>	<u>5 706</u>	<u>16 770</u>

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subvention				Montant à recevoir au 31 décembre
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actuali- sation	Versement annuel	
a) Annuité (Capital et intérêts)							
Total							
b) Autre mode (Capital seulement)							
Total							

**REVENUS REPORTÉS - IMMEUBLES INDUSTRIELS MUNICIPAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2000**

A) ENGAGEMENTS NON ÉCHUS AU 31 DÉCEMBRE 2000

Capital	1	.....
Intérêts	2	.....
Total	(A) 3	.....

B) REVENUS DISPONIBLES POUR LE PAIEMENT DES ENGAGEMENTS NON ÉCHUS

Revenus reportés au 1 ^{er} janvier 2000, provenant de cessions d'immeubles industriels municipaux	4	.....
Ajouter:		
Cessions en 2000		
Ventes au comptant	5	.....
Versements échus sur ventes à crédit	6	.....
Intérêts sur ventes à crédit	7	.....
Total partiel	8	.....
Déduire:		
Revenus affectés au paiement des engagements échus en 2000 tels qu'établis à la ligne 17 ci-dessous	9	.....
REVENUS DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2000	(B) 10	.....

C) REVENUS REPORTÉS ET DISPONIBLES
AU 31 DÉCEMBRE 2000

Le moindre de A ou B	(C) 11
----------------------	--------	--------------

**Calcul des revenus affectés au paiement
des engagements échus en 2000**

Services de la dette relatif aux immeubles industriels municipaux pour 2000	12	.....
Moins:		
Taxe spéciale prélevée en 2000	13	.....
Revenus de location d'immeubles industriels municipaux en 2000, déduction faite des coûts d'administration et d'entretien	14	.....
Ligne 13 + ligne 14	15	.....
TOTAL DES ENGAGEMENTS ÉCHUS ET NON AUTREMENT COMPENSÉS EN 2000	16	.....
INSCRIRE LE MOINDRE DES MONTANTS AUX LIGNES 16 ET 8, ET LE REPORTER À LA LIGNE 9	17	.....

QUESTIONNAIRE

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

1. À quelle date a été déposé au conseil le rapport financier, dressé sur le formulaire fourni par le ministre des Affaires municipales et de la Métropole, conformément aux articles 105 et 105.1 LCV ou aux articles 176 et 176.1 CMQ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 ?

1

2001	03	14
an	mois	jour

2. Les états financiers ont-ils été préparés par le personnel de la municipalité ?

OUI**NON**

2 3

3. Les dépenses en immobilisations autorisées par règlement d'emprunt et engagés au cours de l'exercice comprennent-elles des montants recouverts ou recouvrables par les activités financières ?

4 5

Si oui, indiquer le total des dépenses ainsi recouvrées ou recouvrables par les activités financières.

6 _____ \$

4. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 542.1 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 1008 du Code municipal du Québec, d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de la loi 83 de 1996 (1996, c.77) ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ?

7 8

Si oui, indiquer les montants suivants :

a) le montant total versé en 2000

9 _____ \$

b) le solde estimatif au 31 décembre 2000 des engagements en vertu du règlement concerné

10 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)

	OUI	NON	S.O.
5. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
b) Réduction du taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels en vertu de l'article 244.27 LFM	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de valeur locative	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
f) Subvention en vertu de l'article 244.20 LFM	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
6. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, pour chacune des taxes visées, annexer au formulaire les informations requises décrites au Guide du rapport financier 2000.			
7. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>
8. La municipalité utilise-t-elle une application informatique pour remplir le formulaire du rapport financier ? Si oui, indiquer laquelle	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	
Système de transmission électronique du MAMM	29 <input checked="" type="checkbox"/>		
Autre application informatique	30 <input type="checkbox"/>		
9. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements	33 <u>2</u>		

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

MUNICIPALITÉ

Adresse 567 CHEMIN DU VILLAGE
(no) (rue)
MORIN-HIGHTS QC J0R 1H0
(Municipalité)

Téléphone (450) 226-3232
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 226-8786
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER

Nom YVES DESMARAIS

Téléphone (450) 226-3232
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 226-8786
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom LAVIGNE, CODERRE C.A.

Titre COMPTABLES AGRÉÉES

Adresse 1040 RUE NADEAU
(no) (rue)
SAINT-CÉSAIRE QC J0L 1T0
(Municipalité)

Téléphone (450) 469-5757
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 469-3673
(ind. rég.) (numéro)

Courriel coderre_daniel@sympatico.ca

Nom du responsable du dossier

MONSIEUR DANIEL CODERRE